Former des cadres « rouges et experts »

Mouvement étudiant congolais en URSS et parti unique

Patrice Yengo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20686>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.20686
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2017
Pagination : 313-330
ISBN : 978-2-7132-2688-5
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Patrice Yengo, « Former des cadres « rouges et experts » », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 226 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20686> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.20686

Former des cadres « rouges et experts »

Mouvement étudiant congolais en URSS et parti unique

Le 27 décembre 1974, le commandant Marien Ngouabi, président de la République et Secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), ouvre le 2^e Congrès ordinaire du parti unique avec un discours-programme intitulé « Rectifions notre style de travail ou l'action créatrice des masses et le rôle déterminant des cadres » dans lequel il exhorte le Parti à former des cadres « rouges et experts » (Ngouabi 1975 : 196). Définissant le nouveau profil des cadres dont le pays a besoin, il distingue d'abord ceux qui ont bénéficié d'une formation supérieure dans une branche technique et sont appelés à occuper certains postes de responsabilité.

Dans le secteur privé, et même dans le secteur public, les cadres constituent une sorte de Tiers entre les propriétaires des moyens de production dont ils exercent en fait le pouvoir par délégation, et les autres catégories socio-professionnelles (agents de maîtrise, employés, ouvriers, manœuvres...) auxquels ils s'assimilent en tant que salariés et fonctionnaires. C'est une position instable pour les cadres car, en cas de conflit, ils ne sont ni du côté des employés (salariés) ni de celui des patrons (*ibid.* : 195).

Cette catégorie de cadres compatriotes, généralement formés en Europe occidentale, est tout à fait éloignée des masses dont l'action est pourtant créatrice de richesse. Peu adepte de l'idéologie officielle du Parti, elle ne s'implique pas dans l'orientation socialiste du pays, car elle « ne comprend pas le problème des ouvriers et des prolétaires, parce qu'elle ne voit pas le sens de l'exploitation » (*ibid.*). En réalité, elle est le terreau de la bourgeoisie bureaucratique, classe sociale considérée par M. Ngouabi (1975) comme dangereuse et parasitaire. C'est la raison pour laquelle elle est à bannir car elle ne sert pas les intérêts des masses qui sont ceux du Parti. À l'opposé, il existe des cadres qui, mettant leurs connaissances techniques au service « des masses déshéritées et donc du Parti » (*ibid.*) adaptent la conduite des affaires administratives, politiques, économiques du pays à la politique générale du Parti et du gouvernement. C'est cette dernière catégorie de cadres, qualifiée par Marien Ngouabi de « rouges et experts », qui a un rôle déterminant vis-à-vis des masses dont le Parti encadre « l'action créatrice ». Le nombre de cadres répondant à ces critères étant totalement insuffisant, voire inexistant, la tâche revient alors au Parti de former méthodiquement

ses propres cadres : « D'où l'envoi massif des étudiants dans les pays de l'Est et la création de l'École supérieure du Parti à Brazzaville. Ces cadres étaient ensuite intégrés prioritairement dans l'administration et les entreprises d'État » (Okamba 2003 : 122). Ce sont ainsi deux cultures antagoniques de l'encadrement qui sont définies selon le degré d'expertise, le lieu de formation et le niveau idéologique et que ce discours vient accentuer. Car la formation des étudiants congolais dans les pays de l'Est ne date pas de cette période. Bien antérieure à cette allocution, elle avait déjà été amorcée dès 1964, par le premier parti unique, le Mouvement national de la Révolution (MNR), au lendemain du renversement du pouvoir de Fulbert Youlou. Marie Eliou (1974 : 569) fait remarquer qu'en 1971 l'URSS est déjà « le deuxième pays d'accueil par ordre des effectifs de boursiers [...]. L'origine des bourses montre que le gouvernement congolais envoie ses boursiers par priorité absolue en France et en second lieu en URSS ». Cependant, dans le sillage de la radicalisation politique du pouvoir congolais après 1968, la formation à l'Est acquiert une légitimation idéologique et une fonction implicitement politique qu'elle n'avait pas auparavant. C'est pourquoi la stupeur est grande lorsque la police procède à l'arrestation de deux étudiants congolais de Moscou en vacances au Congo. En effet, en juillet 1975, Luc Sakala et Roger Mompélé, deux dirigeants de l'Union générale des élèves et étudiants congolais (UGEEC-URSS), sont arrêtés à Brazzaville et interdits de retour à Moscou pour la fin de leurs études. Face à l'indignation des familles concernées, le pouvoir est obligé de reculer et de les laisser regagner Moscou, non sans qu'ils aient eu à essuyer quelques brimades.

Si cette charge d'intimidation des dirigeants congolais vient rappeler le contexte particulièrement répressif de cette période où les arrestations des étudiants étaient légion, elle ne nous renseigne pas sur les rapports entre les étudiants en URSS et le pouvoir congolais même. Que reprochait-on à ces deux étudiants et pour quelles raisons Marien Ngouabi s'en était-il pris à eux ? Quels prétextes s'accordait un pays se revendiquant du marxisme-léninisme pour empêcher des étudiants en vacances de repartir pour cette destination sublimée que représentait l'Union soviétique ?

Répondre à ces questions nécessite de ne pas abstraire cet événement de l'ensemble de la période politique et sociale d'où il surgit. Il s'agit donc, pour saisir les enjeux politiques autour de cette « intimidation », de questionner les tensions politiques en cours au sein de l'appareil d'État et de voir comment celles-ci étaient relayées dans le mouvement étudiant dans cet après-1968 où les universités africaines étaient au cœur des revendications sociales. Mais auparavant, il importe d'éclairer la complexité des rapports entre le mouvement étudiant congolais et les autorités locales en revenant sur la place occupée par celui-ci dans la reproduction du pouvoir politique. Car, si l'impact politique de la jeunesse en sa qualité de « classe d'âge politique » a fait l'objet de stimulantes analyses au Congo (Bonnafé 1968),

aucune recherche ne s'est intéressée au mouvement des élèves et étudiants congolais et à la place qui lui revenait dans cette classe d'âge¹.

D'une manière générale, trois périodes permettent de caractériser l'histoire des relations entre le mouvement étudiant et les autorités congolaises. La première, qui précède et suit immédiatement l'indépendance du pays, est marquée par la radicalité de l'opposition entre des étudiants ouvertement anticolonialistes et des autorités coloniales dont le discours anticommuniste sert de justificatif à la répression politique. La deuxième, comprise entre 1963 et 1968, correspond à l'instauration du Mouvement national de la révolution (MNR), le parti unique qui engage le pays dans la voie du socialisme et qui ouvre la voie à une entrée massive des anciens étudiants de France dans l'appareil d'État, au nom du socialisme à bâtir. L'après-1968 marque avec l'arrivée des militaires au pouvoir la troisième période où « la révolution congolaise prend sans doute fin » (Blum 2014 : 31). Le nouveau parti unique, Parti congolais du travail (PCT), se proclame marxiste-léniniste, caporalise la jeunesse et met fin à l'autonomie du mouvement étudiant. La rupture entre le mouvement étudiant et le pouvoir congolais est alors consommée.

Mouvement étudiant, pouvoir politique : histoire d'une tension permanente

Avant et après l'indépendance

Les tensions entre les étudiants et le pouvoir congolais ne sont pas récentes. Bien avant l'indépendance, l'encadrement de la jeunesse est assuré majoritairement par les deux grandes églises chrétiennes, protestante et catholique, où émergent la Jeunesse étudiante catholique (JEC) et la Jeunesse étudiante protestante (JEP). Cet encadrement n'empêche pourtant pas les élèves et une partie de la jeunesse urbaine de se regrouper dans l'Association scolaire du Congo (ASCO). Née en 1959, celle-ci recrute ses adhérents dans les quatre grands lycées que compte alors le Congo². Elle se propose de défendre « les intérêts matériels et moraux de la jeunesse scolarisée » à la manière d'un syndicat et constitue une structure de diffusion d'une certaine conscience anticoloniale qui la place immédiatement sous l'influence de l'Association des étudiants congolais en France (AEC) dont elle reprend et propage les mots d'ordre.

Créée en octobre 1952 à Paris et affiliée à la FEANF, l'AEC joue un rôle de premier plan dans la prise de conscience nationaliste à Brazzaville à la

1. Ce handicap commence à être levé avec le renouveau des études d'histoire contemporaine sur l'Afrique, voir notamment BLUM, GUIDI & RILLON (2016).
2. Il s'agit du Lycée Savorgnan de Brazza, du Lycée technique, et du Lycée Chaminate à Brazzaville ainsi que du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire.

veille de l'indépendance. Lors du référendum du 28 septembre 1958 proposé par le général de Gaulle, elle bat campagne contre la « communauté française » et pour l'indépendance. Celle-ci, réclamée uniquement par la Guinée de Sékou Touré, ne sera concédée finalement que deux ans plus tard aux autres anciennes colonies françaises sur la base du paradoxe suivant : l'indépendance de 1960 a porté au pouvoir ceux qui s'y étaient opposés — les Félix Houphouët-Boigny, Ahmadou Ahidjo, Léon M'Ba, Fulbert Youlou, François Tombalbaye ou Diori Hamani —, mettant au ban tous ceux qui l'avaient réclamée et s'étaient battus pour elle, en premier lieu les étudiants africains en France. C'est pourquoi ils sont frappés d'ostracisme dans les premières étapes de la structuration de l'État indépendant. Une loi leur barrant la voie de l'éligibilité est prise. La loi d'avril 1960, qui interdit à toute personne résidant au Congo depuis moins de deux ans de faire acte de candidature à toute fonction électorale, vise de toute évidence les militants de l'AEC (Blum 2014 : 81).

Ainsi, dans la réorganisation des rapports économiques et sociaux qui suit l'indépendance, on ne compte parmi les nouveaux dirigeants que d'anciens cadres moyens de l'administration coloniale, et particulièrement des commis des Services administratifs et financiers (SAF)³. Jouant politiquement sur l'enchevêtrement des rapports sociaux de la « modernité » et de ceux propres à la sphère villageoise, le pouvoir d'État articule la domination économique extérieure à l'autorité lignagère interne, réalisant ainsi la spécificité et la garantie autocratique des élites politiques. L'appareil d'État⁴ est le lieu fondamental de cette articulation qui reconduit au sommet de l'État les rapports de séniorité au nom desquels les jeunes cadres formés en France sont exclus de la sphère du pouvoir.

Le Congo-Brazzaville n'est pas le seul pays concerné par ces méthodes. Par peur d'une contagion des idées subversives, la plupart des pays africains procèdent à la mise à l'écart des jeunes cadres formés en France. D'où la nouvelle direction prise par la FEANF qui reformule la ligne de fracture entre les nouveaux dirigeants africains et les étudiants sur le terrain de l'indépendance véritable. Lors de son douzième congrès (du 26 au 31 décembre 1960), la Fédération, en dénonçant l'indépendance octroyée aux pays africains comme

3. Ces cadres ont été formés à l'École supérieure indigène de l'AEF appelée aussi « Édouard Renard », créée en 1935, « avec ses trois sections suivantes rangées d'une manière décroissante en fonction de leur valeur : médicale, pédagogique et administrative ; sections qui formaient des médecins africains ou des infirmiers, des instituteurs et des commis des Services Administratif et Financier (SAF), les trois piliers de l'État congolais » (BAZENGUSSA-GANGA 1997 : 25).
4. « L'appareil d'État est donc la superstructure politique essentielle de l'articulation entre mode de production lignager dominé et mode de production capitaliste dominant. Héritage direct de l'administration coloniale, il secrète une couche sociale qui, principalement au service des intérêts [étrangers] — parce qu'elle en vit, et que le capital est dominant — doit néanmoins s'appuyer rigoureusement, du moins dans ses hautes sphères, sur les hiérarchies et les rapports sociaux lignagers [...] » (BERTRAND 1975 : 90).

étant une manœuvre purement néocolonialiste, assigne à ses sections territoriales, dont l'AEC, de nouveaux objectifs :

1. rupture de tous les liens organiques et institutionnels avec les anciennes puissances coloniales et impérialistes ;
2. dénonciation de tous les accords de coopération avec les puissances impérialistes ;
3. liquidation de toutes les bases étrangères et retrait de toutes les troupes étrangères du sol national ;
4. organisation d'institutions démocratiques assurant le contrôle de l'éducation nationale par les masses populaires et la pleine satisfaction de leurs aspirations et de leurs intérêts légitimes (Blum 2014 ; Guimont 1997 : 186).

Si ces objectifs recourent certaines propositions formulées par le Parti communiste français (PCF) pour les anciennes colonies, la FEANF et l'AEC ne sont pas affiliées officiellement au PCF, bien que celui-ci ait su attirer leur sympathie⁵. Néanmoins, beaucoup d'étudiants congolais y militent, profitant d'ailleurs des bourses offertes par l'Union soviétique pour s'y rendre, voire y étudier, tel que Claude-Ernest Ndalla dit Graille, membre de la puissante section de Toulouse d'où émergent les futurs dirigeants du parti unique. Outre l'ASCO, l'influence de l'AEC au Congo trouve des relais dans l'Union de la jeunesse du Congo (UJC) qui recrute parmi les étudiants du Centre d'études supérieures de Brazzaville (CESB)⁶. Ces deux organisations sont liées par ailleurs à la Confédération générale africaine des travailleurs (CGAT) dirigée par Aimé Matsika, lui-même militant du réseau politique clandestin Basali ba Congo (Travailleurs du Congo) qui édite *Dipanda* (L'indépendance), journal dont Ndalla Graille était le rédacteur en chef (Bazenguissa-Ganga 1997 : 39).

C'est tout naturellement que se fait la jonction entre les syndicats et le mouvement des étudiants et élèves congolais au mois d'août 1963. Entraînées par les syndicats dans un vaste mouvement de contestation sociale, d'abord strictement revendicatif puis de plus en plus politique contre l'instauration du parti unique que le gouvernement cherchait à mettre en place, les couches plébéiennes de la ville associées aux travailleurs, intellectuels et autres chômeurs poussent Fulbert Youlou à la démission. Le 15 août, après trois jours d'un mouvement populaire baptisé « Les trois glorieuses », l'épreuve de force entre le gouvernement et les syndicats aboutit à la chute du régime de Fulbert Youlou et à la mise en place d'un régime de parti unique.

5. « Mais pour les autorités françaises hantées par le "péril rouge", la FEANF était une organisation infiltrée et téléguidée par le PCF, taxée de cryptocommunisme » (GUIMONT 1997 : 120).

6. Au Congo, en 1960, l'université est inexistante, elle ne sera créée qu'en 1971. En attendant, un centre d'études administratives et techniques de l'Institut d'études supérieures de Brazzaville et un Centre d'enseignement supérieur (CESB), concernant toute l'AEF, sont mis en place. Le CESB est « un établissement français rattaché à l'université de Bordeaux, placé sous la tutelle des autorités françaises, en particulier du point de vue financier » (BLUM 2014 : 47).

Chute de Fulbert Youlou, parti unique et gouvernement des techniciens

Une fois encore, c'est sous le signe du paradoxe que s'instaure le nouveau régime. Le projet de créer un parti unique, qui a servi de détonateur à la crise d'août 1963 et a entraîné l'éviction de F. Youlou, est finalement mis à exécution par ceux-là mêmes qui l'avaient combattu. Le nouveau parti, le Mouvement national de la révolution (MNR) adopte une charte définissant le socialisme scientifique comme étant son socle idéologique. À sa tête se trouve Alphonse Massamba-Débat, ancien président de l'Assemblée nationale et ministre du Plan et de l'équipement du gouvernement de Fulbert Youlou avec lequel il a rompu suite à de profondes divergences. Même si en qualité de président du Parti, Massamba-Débat est également président de la République, son contrôle sur le pouvoir est loin d'être absolu. L'appareil de l'État et du Parti passe aux mains de jeunes cadres, anciens étudiants congolais en France qui y font une entrée remarquée. Ambroise Noumazalay, militant de la section AEC/FEANF de Toulouse, devient Premier secrétaire du MNR et représente désormais le groupe dit des « politiques » dont « la culture politique est pour l'essentiel issue de la FEANF et de l'AEC, avec comme modèle d'organisation les pays du Bloc communiste » (Kissita 1993 : 36). Pascal Lissouba, quant à lui, prend la tête du gouvernement au nom du groupe des « techniciens » dont il incarne dorénavant la ligne politique. Face à ces deux groupes qui vont d'ailleurs se succéder à la tête du gouvernement — Ambroise Noumazalay occupe le poste de Premier ministre à la suite de Pascal Lissouba d'avril 1966 à janvier 1968 —, se tiennent d'un côté le Président Massamba-Débat et ses proches, partisans d'un socialisme modéré dit « socialisme bantou » et, de l'autre, les syndicalistes, acteurs majeurs de la chute de l'ancien régime, bientôt évincés.

Dès lors, suivant le modèle des démocraties populaires, l'« unique » devient le principe de structuration du pouvoir : parti unique, syndicat unique (Confédération syndicale congolaise [CSC], Union révolutionnaire des femmes du Congo [URFC]). Toutes les organisations de masse passent sous le contrôle exclusif du Parti. À côté du MNR et conformément à ses statuts, la Jeunesse du mouvement national de la Révolution (JMNR) devient l'organisation unique des jeunes. Née de la fusion des organisations de jeunesse catholique (JEC et JOC), protestante (JEP et JOP), salutiste et des associations laïques, l'ASCO et l'UJC, la JMNR se définit comme un organe politique dont l'action doit s'étendre dans tous les milieux, à la campagne comme en ville. Sa structure comporte alors quatre grandes organisations, l'Union générale des élèves et étudiants congolais (UGEEC), les milices populaires réunies au sein d'une défense civile, le mouvement national des pionniers qui regroupe les enfants de 6 à 15 ans et, pour la campagne, l'Action de rénovation rurale (ARR). Toutes ces structures et organisations se donnent pour mission d'éduquer la jeunesse aux idéaux révolutionnaires incarnés par le Parti.

La JMNR, devenue l'organisation unique de la jeunesse, est le cadre privilégié de la mobilisation générale des jeunes et de l'éducation révolutionnaire

au nom du Parti. Très tôt cependant, elle se heurte au désir d'autonomie de la jeunesse étudiante. En effet, dès sa création en 1965, l'UGEEC proclame sa constitution avec un double objectif (Ollandet 2012). Le premier consiste à regrouper tous les étudiants congolais sans distinction de lieu d'études. À l'exception des étudiants de France dont l'AEC, elle-même section de la FEANF, l'organisation estudiantine reconnue, il est recommandé aux étudiants de tous les pays étrangers de se regrouper dans des organisations affiliées à l'UGEEC. C'est ainsi que naît l'UGEEC-URSS en 1966. L'UGEEC se définit comme la seule organisation représentative de la jeunesse scolaire et estudiantine du Congo et, à ce titre, considère l'AEC comme l'une de ses sections extérieures.

Le second objectif est de marquer son autonomie vis-à-vis de la jeunesse du Parti en refusant d'être considérée comme une sous-section de la JMNR et en revendiquant de bénéficier des mêmes avantages qu'elle.

Le MNR n'a jamais reconnu l'autonomie de l'UGEEC mais celle-ci ne s'est jamais non plus résolue à suivre intégralement les consignes du Parti. Rivée sur la défense des intérêts des élèves et des étudiants, elle continue à mener des actions propres loin des prérogatives de la JMNR. Cette prise de distance s'amplifie jusqu'à la rupture de juillet 1968 qui intervient en deux temps : d'abord avec le gouvernement du MNR que l'AEC et l'UGEEC appellent à combattre, ensuite avec le pouvoir installé à la suite de la chute de Massamba-Débat.

Du côté du mouvement étudiant, la première salve contre le pouvoir de Massamba-Débat est tirée à partir de Prague où s'est tenu au début du mois de juillet 1968 un séminaire des sections UGEEC d'Europe dont l'AEC. Après avoir fait le bilan « d'une Révolution qui aura finalement échoué » (Association des étudiants congolais 1970 : 14), le « Séminaire de Prague de juillet 1968 », comme on le dénomma, en appela aux « masses populaires pour renverser le pouvoir » (*ibid.* : 14). C'est fort de cet appel qu'une importante délégation de l'AEC conduite par Justin Léoundzou investit le 4^e congrès de l'UGEEC de juillet 1968 dont elle influence les conclusions. Ce congrès, qui ne s'achève finalement qu'après le coup d'État du 31 juillet dirigé par Marien Ngouabi, prend fait et cause pour les militaires. La motion présentée au Congrès de l'AEC de 1968 demande aux « étudiants », « aux jeunes de l'armée », aux « intellectuels révolutionnaires de s'unir pour abattre le régime de Massamba-Débat, ennemi principal de la Révolution congolaise et du peuple congolais » (Kissita 1993 : 84).

Le bloc de pouvoir qui légitime le coup d'État de Marien Ngouabi se présentait comme une « alliance tripartite » entre les intellectuels du Parti responsables des organisations de masse et les éléments radicaux de l'armée et de la défense civile (Maboungou 1994). Justin Lekoundzou et les délégués de l'AEC sont cooptés dans cette alliance pour le compte des intellectuels, provoquant une scission ouverte au sein du mouvement étudiant.

Deux lignes désormais se font face : ceux qui sont restés fidèles à l'UGEEC et à son autonomie vis-à-vis du pouvoir, quelles qu'en soient les fractions dirigeantes, et ceux qui prolongent les choix de 1963 consistant à investir

les arcanes du pouvoir. Car si « l'AEC dans son ensemble considéra le renversement du pouvoir réactionnaire de Massamba-Débat comme un fait positif, elle s'opposait au putschisme comme une solution universelle des contradictions » (Association des étudiants congolais 1970 : 18) et critiqua sans concession « tous ces intellectuels suffisants, prétentieux, avides de pouvoir et qui en se retrouvant dans le PCT ont révélé depuis longtemps et en particulier sous le MNR [...] qu'ils sont fondamentalement vacillants, ondoyants, caméléons, bref des opportunistes indécrottables » (*ibid.* : 17-18). Elle ne pouvait donc plus répondre de ceux qui légitimaient désormais le coup d'État militaire. À son dix-neuvième congrès en décembre 1968, de nouveaux objectifs sont assignés au mouvement « patriotique étudiant » : ne plus renforcer l'appareil d'État, mais au contraire faire corps avec « les masses populaires, ouvrières et paysannes pour construire en son sein des organisations d'avant-garde » (*ibid.* : 8). Ce qui revient à dire que le Parti congolais du travail (PCT) n'en est pas un et que les populations et masses congolaises se trouvent privées d'un organe de lutte. L'Union générale des étudiants congolais en URSS partage ces positions, ce qui est perçu par le PCT comme un affront. C'est ainsi que le PCT décide de mettre un arrêt à l'évolution de l'UGEEC en URSS et d'y imposer l'Union de la jeunesse socialiste du Congo (UJSC).

Pouvoir militaire, parti marxiste-léniniste : les derniers combats du mouvement étudiant autonome

À la prise du pouvoir par les militaires, le PCT, nouveau parti unique se réclamant idéologiquement du marxisme-léninisme, voit le jour en remplacement du MNR. S'imposent de fait la dissolution des organisations de masse lui étant encore affiliées et l'instauration de nouvelles organisations se recommandant désormais du nouveau parti. Ainsi, la Jeunesse du mouvement national de la révolution (JMNr) est dissoute en 1969 lors de son troisième congrès extraordinaire et remplacée par l'UJSC dont Bernard Combo Matsiona, un ancien de la direction de la JMNr devient le Premier secrétaire. Mais cette nouvelle organisation, loin de faire l'unanimité dans la jeunesse, peine à contrôler l'UGEEC, dont le statut est sauvegardé, et à contenir les grèves d'une jeunesse estudiantine de plus en plus rétive qui continue de se revendiquer de l'UGEEC aussi bien à l'extérieur que sur le territoire national. Car le mouvement syndical étudiant, malgré un contrôle étroit, est loin d'avoir baissé les bras.

La première confrontation a lieu en janvier 1970, lors du colloque sur la « réforme radicale » du système éducatif congolais qui oppose les représentants du Parti aux élèves et enseignants sur les orientations politiques et techniques à donner à l'enseignement. Le *Manifeste de l'école du peuple*, texte proposé par l'UGEEC et présenté par l'UJSC l'emporte sur les propositions du Parti. Partant de l'inadéquation de l'école avec le pays, le *Manifeste* fait

le constat suivant : « L'école existante forme des Congolais tournés vers les pays d'Europe en général et la France en particulier. Elle forme des citoyens qui n'ont pas confiance en eux-mêmes ni en leurs compatriotes » (cité dans Makonda 1988 : 44)⁷. Il s'agit dans la philosophie du *Manifeste* de substituer à l'enseignement général français un enseignement beaucoup plus technique « adapté aux réalités du Pays » afin de former des citoyens d'un type nouveau ayant acquis un esprit scientifique et pouvant soutenir la révolution socialiste aux côtés des masses laborieuses. À l'horizon de cette réforme, des synergies entre l'école qui forme et l'industrie qui emploie doivent être créées. Parmi les moyens préconisés, le *Manifeste* exige la création des écoles de métiers et la valorisation des langues nationales. Il reste que, même si la place et l'importance de l'enseignement des langues véhiculaires nationales, le lingala et le kituba dans la construction nationale sont soulignées, aucune remise en cause de la langue française comme langue de l'enseignement n'est faite dans ce texte. Car une réforme de cet ordre aurait fait disparaître immédiatement le système automatique des équivalences en France, ce qui déplâit à la bureaucratie dirigeante.

C'est autour de cette demande de réforme que s'organisent les grandes grèves de 1970, 1971 et 1974 ; l'exigence d'autonomie du mouvement étudiant est devenue le point d'achoppement entre le nouveau pouvoir et les étudiants.

Mouvement étudiant, mouvement populaire : la dissolution de l'UGEEC

En mars 1970, le comité exécutif national de l'UGEEC appelle les scolaires congolais à une grève de soutien aux travailleurs en grève au port de Pointe-Noire. Soutenue par les cheminots du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) et les travailleurs des entreprises forestières de Dolisie, le succès de cette grève pousse le PCT à prononcer la dissolution de l'UGEEC. Remplacée par un Comité coordonnateur national (Maboungou 2016 : 148), c'est désormais sous le sceau de l'illégalité, que la direction légitime de l'UGEEC est obligée d'agir.

En novembre 1971, les rues de Brazzaville sont de nouveau prises d'assaut par des colonnes d'étudiants et d'élèves scandant des slogans hostiles au pouvoir et les revendications à caractère strictement corporatiste (revalorisation des bourses, amélioration des conditions d'études et de restauration universitaire) font bientôt place à des questions politiques. Les étudiants exigent des structures politiques plus à même de répondre aux exigences du peuple et de meilleures conditions de vie pour les populations, au point d'intégrer l'augmentation des salaires des fonctionnaires — qu'ils

7. Ce manifeste est aujourd'hui introuvable. Merci à Antoine Makonda qui me l'avait passé dans les années 1990.

réclament pour le compte de leurs parents — dans le *corpus* de leurs revendications. Dans le même élan, ils contestent les programmes d'enseignement et demandent à être représentés dans les conseils de gestion des établissements et dans les jurys d'examens. Le cahier des doléances s'étend tous azimuts, liant leurs revendications spécifiques d'élèves ou d'étudiants aux conditions des travailleurs. Dans un pays où toute opposition politique semble muselée, l'UGEEC se positionne à l'avant-garde de la lutte politique. En réaction à ces grèves, Marien Ngouabi ferme les établissements scolaires, menaçant les élèves et les étudiants de représailles.

La grève de novembre 1971, considérée comme le mai 1968 congolais, montre les failles du nouveau régime et les faiblesses de son *leader*. Pour les organisations d'élèves et d'étudiants congolais, Marien Ngouabi et les militaires arrivés au pouvoir n'ont ni légitimité, ni pensée autonome. Pour-suivi par son passé au sein de l'armée française — il a en effet participé à la campagne de répression des nationalistes de l'Union des populations du Cameroun (UPC) au milieu des années 1950 —, Ngouabi est contraint à la surenchère verbale et, autant que possible, se dérobe à la critique, substituant à la politique principielle des combinaisons personnelles en empruntant aux « marxistes » les propos révolutionnaires qu'il retourne contre eux, le cas échéant, les traitant de sectaires. Par cet important travail de récupération et de parasitage idéologiques, la hiérarchie militaire congolaise se présente comme la première en Afrique à faire du marxisme l'idéologie officielle de la classe dirigeante et de son parti, le PCT, transformé pour la circonstance en « premier parti prolétarien d'avant-garde au pouvoir en Afrique » (Ekamba Elombé 1982 : 93). Cette fuite en avant idéologique ne répond ni aux enjeux économiques et politiques du pays, ni aux convictions réelles des acteurs politiques. Elle révèle, en revanche, l'influence de la jeunesse étudiante radicalisée sur le pouvoir politique. Cette influence n'est pourtant pas de nature à privilégier un *corpus* idéologique autour du marxisme-léninisme, mais est totalement structurée autour de la question de l'indépendance nationale et de la démocratie.

L'arrivée de l'armée au pouvoir élève également la force au rang d'action politique. Briser les grèves, emprisonner les manifestants deviennent autant d'activités politiques à part entière des forces militaires qui sont investies, dès lors, de pouvoirs exorbitants. L'hégémonie politique de l'armée et sa prépondérance dans le Parti permettent un accroissement des promotions du personnel militaire. Tout en gardant ses mécanismes d'ascension interne, l'armée dispose désormais d'une échelle promotionnelle parallèle basée sur le militantisme au sein du Parti.

La permanence du coup de force indique clairement que la régulation à l'intérieur d'un cadre constitutionnel défini contredit les formes de l'exercice du pouvoir. La violence devient le seul mode de qualification et de régulation politique pour des groupes sociaux qui n'en connaissent pas d'autre. Même à l'intérieur du parti unique, ce sont dorénavant les rapports

de violence autour des clans dirigeants qui définissent les modalités de la succession. À partir de la prise de pouvoir par Marien Ngouabi en 1968, et jusqu'à 1975, c'est en moyenne un coup d'État par an qui est « fomenté » au Congo.

De ce point de vue, la grève de 1971 est aussi le prélude à de grands bouleversements au sein du Parti où émerge alors une nouvelle tendance politique autour d'Ange Diawara et de Prosper Matoumpa Mpollo. Les membres de cette tendance, longtemps affiliés au groupe dit des « politiques » de Noumazalay, ont acquis leur autonomie grâce à une forte implantation de la jeunesse urbaine au sein de l'UGEEC et des milieux ouvriers. Pourtant, malgré une autorité de plus en plus grande au sein de l'armée, la tentative de coup d'État réalisée le 22 février 1972 échoue. C'est le prétexte à une opération d'épuration du Parti qui permet à Ngouabi de se débarrasser de ses adversaires et de confirmer la tendance militaro-policière du régime. Ange Diawara disparaît dans la forêt près de Brazzaville où il organise un maquis démantelé un an plus tard. Réfugiés à Kinshasa, Diawara et plusieurs de ses compagnons sont arrêtés par la police de Mobutu et livrés aux autorités de Brazzaville qui les exécutent. Pour marquer leur victoire, les militaires promènent leurs corps dans la ville avant de les exposer au grand stade.

L'UJSC à la conquête de la légitimité étudiante

Après que la grève de 1971 et le mouvement du 22 février aient révélé la fragilité du pouvoir, mission est donnée à l'UJSC de prendre le contrôle total de la jeunesse et d'implanter des sections hors du territoire national. L'entreprise commence lors de son premier congrès ordinaire, du 9 au 13 mai 1973, où elle se proclame avant-garde de la jeunesse congolaise, « auxiliaire actif et réserve sûre du PCT » (Oba-Apounou : 2012). Organisée à la manière du Komsomol⁸, l'UJSC fait du marxisme-léninisme son fondement théorique et le guide de son action. Son implantation dans la jeunesse reste pourtant chaotique, même si elle bénéficie de l'appui financier du Parti qui la seconde dans la création des unions catégorielles de jeunes : Fédération nationale de la jeunesse estudiantine (FENAJEST), Fédération nationale de la jeunesse scolaire (FENAJESCO), Fédération nationale de la jeunesse rurale (FENAJER) et Fédération nationale de la jeunesse travailleuse (FENAJET).

La mise en place des structures de la nouvelle organisation du Parti n'entraîne aucune accalmie du côté des mouvements étudiants : durant les trois années qui suivent, les manifestations d'étudiants se multiplient. À la rentrée universitaire de 1974, le discours de la direction de l'UGEEC provoque

8. Komsomol, abréviation de *Kommunistitcheskij soyuz Molodëji* (Union de la jeunesse communiste) est l'organisation de la jeunesse du Parti communiste de l'URSS, fondée en 1918. Les adhérents étaient âgés de 15 à 18 ans.

l'ire du président de la République qui répond par des mesures de rétorsion inédites. Non seulement aucune activité au nom de l'UGEEC n'est tolérée mais « en janvier 1974, les responsables de l'UGEEC [sont] arrêtés et incorporés dans l'armée » (N'Da 1987 : 108). Démantelé au Congo, le mouvement étudiant congolais n'existe plus que par ses organisations d'étudiants congolais à l'étranger, l'AEC, en tête, avec les sections UGEEC des pays de l'Est, dont la plus importante est celle de l'Union soviétique.

Si l'implantation historique de l'AEC est une garantie contre les manœuvres de l'UJSC en France, rien ne présage de l'avenir des autres sections de l'UGEEC puisque les étudiants sont condamnés à rentrer à la fin de leurs études. C'est le sens de la bataille de Moscou entre l'UJSC et l'UGEEC-URSS.

La bataille de Moscou

Le 31 janvier 1975 s'ouvre à l'Université Lomonossov de Moscou l'assemblée générale annuelle de l'UGEEC-URSS. Chargée d'élire une nouvelle direction, cette assemblée générale prend vite valeur de congrès. La direction précédente ayant toujours refusé de céder aux pressions du pouvoir congolais et de se dissoudre dans l'UJSC, une forte délégation du PCT en provenance de Brazzaville fait irruption dans la salle. Conduite par deux membres éminents du Parti congolais du travail (PCT), le dirigeant syndical Jean-Michel Bokamba Yangouma et un membre éminent de la direction de l'UJSC, Marcel Touanga, cette délégation a pour mission de peser sur les débats afin de faire avaliser le tournant de l'unification du mouvement étudiant congolais au sein de l'UJSC. C'est dire toute l'importance que le pouvoir accorde à ce congrès car, à l'exception de Brazzaville, l'association de la jeunesse du PCT peine à s'implanter au sein de la jeunesse congolaise à l'étranger.

À Paris où cette entreprise a commencé, celle-ci s'est heurtée à l'AEC, soutenue par toutes les sections de la FEANF, dont les mobilisations l'ont évincée du terrain pratique malgré la pression qu'elle exerce sur les étudiants par le contrôle de la gestion des bourses. L'échec de l'implantation de l'UJSC à Paris est bientôt suivi de revers en Roumanie et en RDA où le désintérêt des étudiants est encore plus manifeste bien que des adhésions individuelles soient signalées. Aussi Moscou devient-elle un enjeu de taille pour l'amarrage de l'UJSC à l'étranger. En effet, forte de son adhésion à la Fédération mondiale de la jeunesse et des étudiants (FMJE), à l'Union internationale des étudiants (UIE) et de ses accords avec le Komsomol léniniste de l'Union soviétique, l'UJSC croit arriver en terrain conquis.

Pourtant, lorsque les débats commencent, il n'est plus question des étudiants congolais en URSS mais de la situation générale du pays sous administration du PCT et des sanctions qui pèsent sur le mouvement étudiant. La

répression toute proche de la grève étudiante de 1974 et l'incorporation forcée des étudiants grévistes dans les rangs de l'armée s'invitent dans le débat. Elles deviennent l'enjeu d'une bataille rangée entre partisans de l'autonomie du mouvement étudiant et affidés de l'UJSC qui se conclut par une rupture. Bien que minoritaires, les sympathisants de l'UJSC s'organisent en association et créent un bureau de l'UJSC-Moscou (voir Tableau 1).

TABLEAU 1. — COMPOSITION DU BUREAU DE L'UJSC-MOSCOU

Nom	Prénom	Spécialité	Établissement	Ville
Camara	Dekamo	Agronomie	Institut Timiriazev	Moscou
Mboko	Philippe	Agronomie	Institut Timiriazev	Moscou
Mvoumba	Isidore	Ingénieur	Institut des chemins de fer	Moscou
Ngaekou		Ponts et chaussées	Institut polytechnique	Moscou
Voudibio	Bienvenu	Economie	Plekhanov	Moscou

Enquête de l'auteur.

De son côté, l'UGEEC-URSS élit un directoire appelé Conseil supérieur, composé de dix membres issus des sections des grandes villes où est implantée l'UGEEC (voir Tableau 2).

TABLEAU 2. — COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'UGEEC

Nom	Prénom	Spécialité	Établissement	Ville
Gatse	Paul	Biologie	Univ. d'Odessa	Odessa
Koya	Pierre	Hydraulique	Univ. de Moscou	Moscou
Mompele	Roger	Hydraulique	Univ. de Moscou	Moscou
Moukamba	Fidèle	Mathématiques	Faculté des sciences, Univ. Lumumba	Moscou
Nakahonda	Pierre-Claver	Médecine	Institut de médecine	Leningrad
Okiemy	Godefroy	Médecine	Institut de médecine	Kharkov
Opangault	Émile	Economie	Univ. Lomonossov	Moscou
Otsoue	Jacob	Médecine	Institut de médecine	Kiev
Sakala	Luc	Ponts et chaussées	Institut polytechnique	Moscou
Senga	Edmond	Economie	Institut Plekhanov	Moscou

Enquête de l'auteur.

Une permanence chargée de la coordination et du suivi de l'activité des sections est également mise en place. Le siège de l'UGEEC se trouvant à Moscou, seuls les étudiants de Moscou sont membres du comité de permanence. Ainsi siègent à la permanence de coordination, les étudiants suivants : Fidèle Moukamba, Roger Mompélé, Émile Opangault, Luc Sakala, et Edmond Senga.

L'instauration de deux organisations, loin de mettre un terme aux querelles politiques, exacerbe les tensions qui prennent alors une nouvelle dimension. Dans un premier temps, la direction de l'UJSC s'en prend directement aux militants du Conseil supérieur de l'UGEEC désormais inscrits sur une liste de proscription qui les expose à une série de menaces : coupure de bourses, renvoi au pays. C'est dans le cadre de ces menaces qu'au mois de juillet 1975, Luc Sakala et Roger Mompélé, en vacances au pays, sont arrêtés. La période de cette arrestation n'est pas fortuite, elle correspond au moment où les étudiants congolais ne se trouvent pas sur leur lieu de formation et qu'aucune mobilisation n'est donc envisageable. Pourtant la réaction ne se fait pas attendre. Celle-ci ne provient pas des étudiants congolais en URSS mais de l'Association des étudiants congolais en France :

Nous sortions d'un congrès de la FEANF quand je reçois un télégramme m'annonçant l'incarcération des camarades de Moscou. Le congrès de la FEANF venait d'être levé, tout le monde avait repris le chemin de son habitation en province et personne n'était plus joignable. Il faut imaginer qu'il n'y avait pas de téléphones portables comme maintenant. Pourtant, j'arrive à rattraper quelques camarades voltaïques et béninois qui n'étaient pas encore repartis chez eux. Avec eux, nous réussissons à alerter le plus grand nombre de sections territoriales de la FEANF et décidons d'organiser la riposte. Nous rédigeons une lettre de protestation que chaque militant africain en France devait envoyer à Brejnev. En moins de quarante-huit heures, le Kremlin était submergé de lettres de protestation. On imagine que le pouvoir soviétique ne voulait pas s'emmerder avec un problème de ce genre. Toujours est-il que nos camarades étaient vite libérés⁹.

La FEANF et l'AEC ne sont pas les seules à réagir, certaines forces politiques locales trouvent là une raison supplémentaire de stigmatiser la dérive autoritaire du pouvoir. Ngouabi, qui traverse alors une période de grande impopularité (Ollandet 2012 : 221), ne veut pas s'encombrer d'un nouveau problème étudiant, d'autant plus que certains de ses proches considèrent l'arrestation comme un acte de provocation et d'hostilité à son égard. Pour l'UJSC qui en est l'artisan, l'arrestation des deux militants de l'UGEEC-URSS signe une nouvelle étape politique de la « bataille de Moscou » qui va se résoudre à partir de Brazzaville. Étant donné que « toutes les bourses

9. Entretien du 30 novembre 2015 à Pau avec Abel Kouvouama, alors étudiant en philosophie, dirigeant de l'AEC, section congolaise de la FEANF, aujourd'hui professeur d'anthropologie, directeur de l'UFR Lettres, langues, sciences humaines et sport à l'Université de Pau et des pays de l'Adour.

d'études, tant sur le plan national qu'international, ne pouvaient être attribuées, sans l'avis préalable de l'UJSC » (Oba-Apounou 2012 : s. p.), celle-ci prend soin de constituer une « banque de bourses » dont l'octroi est conditionné au statut de militant de l'UJSC. Dès la rentrée universitaire de 1975, on assiste à une première cohorte de militants de l'UJSC à Moscou dans les filières de journalisme et de sciences sociales. Ils viennent grossir les rangs de ceux qui les ont précédés comme François Ibovi, futur ministre de la Communication, de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Par cette politique de « peuplement », les autorités congolaises comptent vraisemblablement sur l'essoufflement de la radicalité de l'UGEEC-URSS dont les membres doivent tôt ou tard quitter l'Union soviétique à la fin de leurs études, et sur la cooptation de certains autres à qui le Parti fait miroiter des postes au pays. Cinq ans plus tard en effet, les membres de la direction de l'UGEEC-URSS ont terminé leurs études et la section UJSC de Moscou devient la première pourvoyeuse de cadres du PCT. À partir des années 1980, c'est le mouvement étudiant congolais contrôlé par la section UJSC de l'Union soviétique qui sert de vivier politique où la classe dirigeante congolaise sélectionne désormais son personnel.

Institut des mondes africains (IMAF), EHESS, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS CONGOLAIS

1970 « Le Pouvoir congolais dans sa nouvelle forme. Assemblée générale extraordinaire », *Bulletin intérieur*, Paris 1^{er}-2 mai.

BAZENGUISSA-GANGA, R.

1997 *Les voies du politique au Congo. Essai de sociologie historique*, Paris, Karthala.

BERTRAND, H.

1975 *Le Congo, formation sociale et mode de développement économique*, Paris, Maspero.

BLUM, F.

2014 *Révolutions africaines, Congo, Sénégal, Madagascar, années 1960-1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

BLUM, F., GUIDI, P. & RILLON, O.

2016 *Étudiants africains en mouvement. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne.

BONNAFÉ, P.

- 1968 « Une classe d'âge politique : la JMNR de la République du Congo », *Cahiers d'Études africaines*, VIII (3), 31 : 327-368.

EKAMBA-ELOMBÉ, N.

- 1982 *Regard critique sur la Révolution populaire congolaise*, Paris, Élans et Obstacles.

ELIOU, M.

- 1974 « La fuite en avant dans l'enseignement supérieur. Les boursiers congolais », numéro spécial « Éducation et développement. L'école et le Tiers-Monde en 1974 », *Tiers-Monde*, XV, 59-60 : 567-582.

GUIMONT, F.

- 1997 *Les étudiants africains en France (1950-1965)*, Paris, L'Harmattan.

KISSITA, A.

- 1993 *Congo : trois décennies pour une démocratie introuvable*, Brazzaville, Éditions SED.

MABOUNGOU, J.-J.

- 1994 « Faut-il brûler la gauche historique », *Rupture*, n° 00, avr.-juin, Pointe-Noire : 22-27.

- 2016 *Sur le sentier d'un enfant de la Défense civile*, Paris, Éditions Paari.

MAKONDA, A.

- 1988 « Une École "pour le peuple" ? », *Politique africaine*, 31 : 39-50.

N'DA, P.

- 1987 *Les intellectuels et le pouvoir en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

NGOUABI, M.

- 1975 *Vers la construction d'une société socialiste en Afrique : écrits et discours du Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République Populaire du Congo*, Paris, Présence africaine.

OBA-APOUNOU, G.

- 2012 « Évocation de l'expérience de l'UJSC (Union de la jeunesse socialiste congolaise) », *La Semaine africaine*, mardi 22 mai, <<http://lasemaineafricaine.net/index.php/point-de-vue/3809-evocation-de-l'experiance-de-lujsc-union-de-la-jeunesse-socialiste-congolaise>>.

OKAMBA, E.

- 2003 *Contrôle de gestion et gestion des ressources humaines*, Paris, EPU/Économie & Gestion.

OLLANDET, J.

- 2012 *L'expérience congolaise du socialisme de Massamba-Débat à Marien Ngouabi*, Paris, L'Harmattan.

RÉSUMÉ

L'arrestation de deux étudiants congolais de Moscou en juillet 1975 sert de trame à cet article qui relate les démêlés du mouvement étudiant avec le Parti congolais du travail (PCT), parti unique. Celui-ci, se réclamant désormais du marxisme-léninisme, s'était fixé pour tâche de former des cadres « rouges et experts ». Solidaire du mouvement étudiant congolais dans son ensemble, l'Union générale des étudiants congolais en URSS, luttant pour son autonomie, s'était insurgée contre cette option ayant pour objectif le contrôle exclusif de la jeunesse étudiante, jusque-là base sociale de la reproduction du pouvoir. Les tensions qui entraînèrent l'arrestation de ces deux étudiants peuvent être comprises dans ce contexte.

ABSTRACT

Educating Professional "Red Experts." The Congolese Student Movement and the One Party. — The arrest of two Congolese students in Moscow in July 1975 serves to frame this article relating the conflicts the student movement had with the sole political party, the Congolese Workers' Party (PCT). Marxist-Leninist, the PCT had set as its objective to train and educate "red experts" for senior positions. Aligned with the Congolese student movement as a whole, the Union générale des étudiants congolais en URSS (the General Student Union of Congolese Students in the USSR), struggling for its autonomy, opposed this initiative, which was considered an attempt to control, in an exclusive manner, young students who had, until this point, been the social base of the reproduction of power. The tensions leading to the arrest of these two students can be understood in this context.

Mots-clés/Keywords : Parti congolais du travail, Union générale des étudiants et élèves congolais, cadres rouges et experts, communisme, mouvement étudiant africain/*Congolese Party of Labour, General Union of Congolese Students and Pupils, Red professional experts, communism, African Student movement.*